

CONVICTION

« NOUS DEVONS NÉGOCIER LE GRAND VIRAGE DE 1997 »

SI ELLE S'APPUIE SUR UN LONG PASSÉ PARTAGÉ, LA FRANCO-PHONIE, SELON MICHEL GUILLOU, EST « UNE AVENTURE DU XXI^È SIÈCLE ».

Propos recueillis par Pascal Durand



Michel Guillou, recteur de l'Uref : « La mondialisation ne sera complète que si elle s'effectue dans le respect des diversités. »

Directeur général de l'Aupelf et recteur de l'Uref, Michel Guillou est l'un de ceux qui, avec conviction, donnent poids de réalité à l'idéal de la Francophonie. À l'occasion de la présentation à la presse du réseau REFER, qui met l'espace francophone à l'heure des nouvelles technologies de la communication (voir notre article en page 16), Liège Université l'a rencontré pour faire le point sur l'évolution institutionnelle d'une structure regroupant à ce jour pas moins de 49 pays (derniers venus : la Moldavie et le Liban) et évoquer le rôle pilote assumé, en matière de défense et d'illustration de la culture et du savoir en français, par l'Agence francophone pour l'enseignement supérieur et la recherche.

Liège-Université : Dix ans après le Sommet de Paris, qui a posé les fondations de la Francophonie institutionnelle, et au surlendemain du Sommet de Cotonou, à quel stade en est la nécessaire construction d'une Francophonie politique ?

Michel Guillou : Il faut le constater : le concept de Francophonie a fait d'énormes progrès. Sa pertinence est reconnue et le sentiment est désormais très partagé que le chemin qui se fraie à travers elle s'oriente vers l'avenir, et non vers une sorte de passé nostalgique. À l'heure de la mondialisation, chacun sent la nécessité de vrais regroupements pour assurer la diversité des cultures et, finalement, la liberté culturelle : il serait suicidaire de vouloir rester isolé dans ce cadre étroit. La Francophonie apparaît, à ce titre, comme un regroupement tout à fait pertinent à l'échelle mondiale, parce qu'elle allie modernité et solidarité, parce qu'elle permet une dynamique certaine de partage entre les pays et les peuples qui la composent, du Nord au Sud, et, autrement dit, parce qu'elle constitue la condition de possibilité d'une mondialisation équilibrée. Tout indique aujourd'hui que le vrai message est peu à peu perçu, tout particulièrement auprès de la jeunesse : la Francophonie, c'est une aventure du XXI^È siècle, certes bâtie sur une histoire, mais tournée vers l'avenir. Reste cependant, d'un point de vue institutionnel, que si de grandes idées ont été lancées à Paris en 1986, puis relancées, dans la foulée, à Québec et à Dakar, on a eu ensuite l'impression d'être passé aux commandes d'une grande machine en train de s'enterrer. Une nouvelle relance était indispensable. Et, en ce sens, le sommet de Cotonou a marqué une rupture dynamique, en prévoyant qu'à l'issue

du prochain sommet, à Hanoï en 1997, un Secrétaire général serait placé à la tête d'une Francophonie non plus seulement culturelle, mais politique. Nous avons maintenant à négocier et à réussir ce grand virage. Et il faudra que de fortes initiatives soient prises, pour que la Francophonie se dote d'instruments performants au niveau politique, sans oublier les enjeux d'ordre économique.

L.U. : Dans votre ouvrage paru l'an passé, *La mangue et la pomme*, vous faites plus d'une fois état du difficile équilibre à établir dans la répartition des rôles et des compétences entre l'ACCT et l'Aupelf-Uref. Les choses ont-elles, depuis, évolué favorablement ?

M.G. : Les choses, disons, ne vont pas plus mal... Mais j'ai la ferme

conviction qu'il sera nécessaire — et ce sera tout l'art que devra déployer le futur Secrétaire général dont nous parlions — d'aborder l'avenir non pas en termes de répartition de tâches, mais en termes de créativité volontariste. Les francophones n'ont pas intérêt à se déchirer sur des questions de compétences : ils ont d'importants défis à relever et, par conséquent, leur seule idée doit être de l'emporter en fédérant leurs forces. Le monde d'aujourd'hui ne donne le succès qu'à ceux qui sont capables d'aller de l'avant, vite et avec conviction. La Francophonie n'a donc rien à gagner à des chicanes : elle a par contre de grands chantiers à mener. Après celui de l'enseignement supérieur et de la recherche, déjà bien avancé, c'est le moins que l'on puisse dire, elle a celui de l'enseignement et de l'éducation en fran-

çais, celui de l'alphabétisation, celui des médias et des nouvelles technologies, celui de l'économie... Bref, elle doit relever la tête, en sachant que l'espace vital de demain sera d'échelle planétaire et qu'elle a pour enjeu d'affirmer, dans cet espace mondialisé, sa composante propre, qui est celle de 50 pays ayant choisi de faire route et cause communes.

L.U. : Avec le développement du réseau REFER et l'installation de centres SYFED, la circulation de l'information et l'accès aux nouvelles technologies de la communication sont désormais à l'ordre du jour. Les enjeux en sont, comme vous y insistez, non seulement culturels, mais aussi économiques. Ne s'agit-il pas aussi bien, pour l'Aupelf, d'aider ainsi à la synchronisation de pays et de peuples vivant sur des temporalités diverses et des rapports différents à la modernité technique ?

M.G. : Pour l'Aupelf, les choses sont claires : l'information est au cœur du débat. Sans information, que vous soyez au Nord ou au Sud, vous ne pouvez ni être moderne, ni être solidaire. Par conséquent, l'information aujourd'hui doit être partagée, mutualisée, en passant par tous les vecteurs de communication, allant du livre à l'Internet. C'est pourquoi l'Aupelf a créé un Fonds francophone de l'information et qu'elle porte vigoureusement l'accent sur la nécessité d'une stratégie conquérante. Si l'information ne circule pas en Francophonie, si celle-ci n'y donne pas accès à l'ensemble de ses membres, elle décevra ceux qui ont placé en elle leur espoir de se faire entendre et d'accéder à une modernité solidaire. Par ailleurs, il faut en finir avec cet esprit de confusion qui voudrait faire accrotre que la mondialisation exige la soumission générale à un seul modèle, une seule culture, une seule langue. Grâce au partage de l'information et en favorisant, surtout, l'usage des nouveaux outils de communication, la Francophonie fera mieux entendre sa voix à travers l'ensemble des voix qui la composent. Il faut casser cette espèce de diktat consistant à confondre mondialisation et homogénéisation,

car il s'exerce aux dépens de l'intérêt international, de l'intérêt des pays, de l'intérêt des hommes. Ce que nous avons à faire valoir aujourd'hui, sans attendre, c'est que la réussite de la mondialisation ne sera complète que si elle s'effectue dans le respect des diversités.

MICHEL GUILLOU,
VOYAGEUR EN
FRANCO-PHONIE

J'ai conscience, écrit Michel Guillou, de défendre avec beaucoup d'autres un enjeu de liberté dont sont parlattement solidaires tous les individus qui, en cette fin de siècle, ne font pas le pari de la dilution dans le quelconque. Sous un titre qui est à lui seul l'expression métaphorique d'une conviction et d'une expérience, La mangue et la pomme rassemble en faisceau les réflexions d'un acteur essentiel de la coopération multilatérale et les convictions d'un homme engagé, depuis plus de vingt ans, dans la construction d'une Francophonie en prise sur la modernité.

L'ouvrage, où le martèlement des enjeux — liberté et diversité culturelles, solidarité Nord-Sud, partage de la modernité — n'exclut ni le sens de la nuance (Francophonie n'y est jamais synonyme d'anglophobie) ni le déploiement patient d'une argumentation, retrace les étapes de formation de la Francophonie institutionnelle, décrit ses opérateurs — ACCT, Aupelf-Uref, TV5 — et détaille les principaux défis que les francophones ont à relever dans un espace économique et culturel en voie accélérée de mondialisation : quelle place pour les peuples et les régions dans un monde global ? comment maintenir et renforcer le rayonnement international de la langue française ? comment aider au développement et au partage équilibré des ressources technologiques, notamment en matière d'information et de communication ? Convalincu et emportant la conviction, Michel Guillou ne clôt pas le débat : il lui donne matière à se poursuivre et à se concrétiser.

PaD.

La mangue et la pomme. Voyages en Francophonie. Paris, John Libbey Eurotext, coll. "Furor de lire", 1995, 149 pages.